

GUIDE

Instructions à accompagner les vidéos & la boîte à images pour discuter des questions stratégiques dans la mise en place des Comités Locaux de Paix et leur renforcement



Radboud University



Cette publication est le résultat du projet « Enhancing Local Peace Committees - facilitating stakeholder debate on the strategic choices involved in transitional justice in Burundi and DR Congo » qui a été généreusement financé par NWO-Wotro Science for Global Development, les Pays-Bas

Table des matières

| | |
|---|----|
| Introduction..... | 1 |
| 1 Comment gérer le passé? | 4 |
| 2 Arrêter la violence ou trouver réponse aux causes structurelles..... | 6 |
| 3 « Paix à la base » vis-à-vis de « Paix Généralisée » | 8 |
| 4 Aborder la paix directement ou par le développement? | 10 |
| 5 Quel degré de collaboration verticale? | 12 |
| 6 Qui inclure?..... | 14 |
| 7 Quelles sont les sources d’inspiration : endogènes ou exogènes? | 16 |
| 8 Quelle est la place de la coutume ou les institutions traditionnelles?..... | 18 |
| 9 Quelle relation avec les institutions étatiques? | 20 |
| 10 Une structure permanente ou transitoire? | 22 |

Introduction

Pourquoi ces outils?

Etablir ou renforcer des Comités Locaux de Paix (CLPs) est devenu une stratégie importante pour promouvoir la justice transitionnelle dans des contextes touchés par le conflit. Néanmoins, la décision des organisations de développement pour ces structures implique des choix stratégiques, y compris les modalités de justice et le type d'institutions à promouvoir au niveau local et le rôle futur des CLPs. Cependant jusqu'à présent, ces choix stratégiques tendent à refléter les hypothèses et suppositions implicites et les préférences des organisations de développement nationales et internationales, et il reste difficile d'assurer la participation et le pouvoir de décision des acteurs locaux, comme les membres des CLPs et les autorités locales.

Le projet 'Renforcer les Comités Locaux de Paix' visait à découvrir quelles sont ces hypothèses, suppositions, et préférences et comment les acteurs locaux peuvent mieux s'engager dans les choix stratégiques impliqués dans le renforcement des CLPs dans le cas où c'est la stratégie préférée ou bien de décider que les CLP ne sont pas la stratégie adaptée à ce moment et contexte. Dans ce travail, le projet s'est engagé avec des organisations de développement (inter)nationaux et des représentants des Comités Locaux de Paix, de la société civile et du gouvernement local au Burundi, et le territoire d'Uvira à l'Est de la RD Congo pour rassembler systématiquement et vulgariser les résultats d'études académiques et de la réflexion des praticiens sur ces choix stratégiques. Les résultats de cette exploration sont résumés dans le rapport « Enhancing Local Peace Committees » qui est librement accessible sur le site web de ZOA Pays-Bas.

En outre, le projet avait pour ambition de développer et tester des outils qui visualisent ces hypothèses et préférences qui guident la mise en place des CLP et leur renforcement, et qui peuvent contribuer à mieux démontrer les choix impliqués. Cela a conduit au développement de deux outils pour discuter un nombre des questions stratégiques qui stimulent les discussions explicites sur ces hypothèses, préférences et stratégies choisies : une boîte à images, destiné principalement aux Comités Locaux de Paix eux-mêmes et d'autres acteurs au niveau communautaires ; et une série de clip vidéos pour les organisations de développement nationales et internationales (ONG) qui les soutiennent. Ces outils sont également accessibles sur le site web de ZOA Pays-Bas.

Comment avons-nous développé ces outils?

Pour générer ces outils, nous avons organisé des ateliers avec des praticiens du développement, deux chercheurs congolais et burundais, et des développeurs des outils pour spécifier le contenu des outils au cours de la période mars-juillet 2016. Consécutivement, ces outils ont été testés pendant deux ateliers expérimentales avec des membres d'équipe des organisations de développement nationales et internationales ; et dans dix ateliers (5 dans chaque pays) avec des membres des CLPs spécifiques et des autres acteurs locaux, y compris des représentants des administrations locales, des chefs coutumiers et la société civile locale (par exemple les représentants religieux). Ces ateliers visaient à évaluer la contribution des outils pour générer des discussions et améliorer les stratégies d'intervention, et ainsi permettre l'amélioration de ces outils.

La conception des outils devait répondre à l'ambition de:

- sensibiliser les participants aux questions stratégiques sous-jacentes et dilemmes impliqués dans l'établissement ou renforcement des CLPs;
- permettre des discussions sur les réponses possibles et les perspectives avec différentes parties prenantes, notamment les membres de la communauté locale, les représentants des comités de paix, les représentants du secteur de la justice et du gouvernement;
- et donc aider à prendre des décisions mieux éclairées sur des interventions autour des Comités de Paix.

Comment utiliser ces outils?

Ces outils sont conçus pour faciliter la discussion sur une série de questions stratégiques à considérer au moment de la conception des stratégies d'intervention pour établir ou renforcer des Comités Locaux de Paix.

Pour être clair, ces outils ne visent pas à prescrire la meilleure façon d'établir et de soutenir les CLPs, ni identifier les « meilleures pratiques » mais plutôt à stimuler la discussion, en présentant des perspectives différentes et opposées sur la façon d'aborder ces questions stratégiques. Le projet est parti de l'hypothèse que les suppositions et attentes jouent un rôle important dans la conception de stratégies d'intervention, et que rendre celles-ci explicites contribuerait à accroître l'efficacité des interventions pour consolider la paix. Notre satisfaction sera atteinte si ces outils atteignent cet objectif!

Nous espérons que les exemples inclus dans ce guide et le rapport de notre étude (voir site-web) montrent clairement que des perspectives sur la façon d'aborder certains défis peuvent varier considérablement, selon les parties prenantes et le niveau auquel leurs interventions ont lieu. Nous partons de l'hypothèse que les stratégies d'intervention efficaces dépendent fortement d'une analyse correcte et d'expérience, mais aussi sur la priorisation subjective et les croyances au sujet de comment réaliser la paix. Aborder explicitement ces priorités et croyances peut réellement aider à affiner ou révisant et donc améliorer les stratégies d'intervention.

Nous considérons également qu'un bon nombre des réponses à ces questions stratégiques seront des compromis entre les ambitions et les rêves d'un côté et les réalités locales de ce qui est possible et faisable de l'autre. Au lieu de solliciter de réponses 'noires ou blanches', nous considérons qu'une échelle d'options serait possible.

À cet égard, il est aussi important de souligner que les opportunités et les contraintes pour certaines stratégies d'intervention peuvent s'altérer significativement au cours du temps, selon les étapes du conflit.

En outre, plutôt que chaque question stratégique soit appropriée à une rubrique distincte, les questions stratégiques doivent plutôt être considérées comme complémentaires et chevauchantes, à partir de perspectives différentes sur ce que veut dire la consolidation de la paix. Par exemple, questionner comment l'établissement d'une liaison avec l'État pourrait aborder des questions sur la nature temporaire ou permanente des CLPs. Explorer l'étendue à laquelle les CLPs devraient viser une paix positive, ou réaliser l'intégration verticale peut se rapprocher à la question comment contribuer à la paix généralisée.

Finalement, les questions stratégiques couvrent trois grands thèmes :

- comment comprendre la nature de conflit et la paix envisagée :
 - 1 Comment gérer le passé?
 - 2 Arrêter la violence ou trouver réponse aux causes structurelles
 - 3 « Paix à la base » vis-à-vis de « Paix Généralisée »
 - 4 Aborder la paix directement ou par le développement ?
- la méthodologie ou approche d'installer les Comités de Paix:
 - 5 Quel degré de collaboration verticale?
 - 6 Qui inclure?
 - 7 Quelles sont les sources d'inspiration : endogènes ou exogènes?
- les relations avec des autres institutions :
 - 8 Quelle est la place de la coutume ou les institutions traditionnelles?
 - 9 Quelle relation avec les institutions étatiques?
 - 10 Une structure permanente ou transitoire?

Nous considérons que ce n'est pas toujours nécessaire de résoudre toutes les questions en même temps, ou dans l'ordre du guide. Néanmoins, notre expérience montre que les premières deux questions sont souvent le plus adaptées pour générer le débat et faire comprendre l'objectif de l'exercice.

Comment faciliter des discussions avec ces outils

- Les outils s'adressent à 2 groupes cibles. Les clips vidéo visent surtout les intervenants (ONG) bien que la boîte à image vise surtout les acteurs au niveau communautaire (CLP, autorités locales etc.) mais aussi les intervenants.
- Pour faciliter la discussion, présenter les objectifs de l'exercice, qui est « faciliter le débat sur des questions stratégiques impliqués dans la mise en place ou le soutien des Comités Locaux de Paix »
- Préciser qu'il n'y a pas des réponses correctes aux questions, et que plusieurs réponses sont possibles, en fonction des circonstances locales, les personnes impliquées et les ambitions de la stratégie d'intervention.
- Utiliser les outils pour commencer la discussion. La guide inclue des descriptions brèves des dessins dans la boîte à images qui peuvent aider à orienter les participants et les guider sur l'idée centrale. A la fin de chaque vidéo il y a une question pour commencer la discussion. Ci-dessous, pour chaque clip vidéo et boîte à image on a inclus quelques considérations et questions spécifiques.
- Soigneusement expliquer les dilemmes en utilisant les descriptions dans ce manuel, ainsi que des exemples tirés de la revue de la littérature.
- Il n'y a aucun ordre obligatoire pour discuter les questions, ni la nécessité d'examiner chacune d'elles, certaines questions peuvent être sujet à des réponses plus ou moins similaires.
- Stimuler les participants à penser à d'autres questions stratégiques qui ne figurent pas dans les outils.



1 Comment gérer le passé?

Comment traiter les injustices commises pendant ou après la crise/guerre civiles/période de violence ? Paix et justice sont souvent difficiles à obtenir en même temps. Quand les intérêts de la paix et la justice s'affrontent, il n'y a pas de réponses faciles à prioriser.

Réconciliation et amnistie peuvent, rapidement, mettre fin à la violence et instaurer la stabilité, mais ravivent le sentiment d'impunité ou peuvent même compromettre le respect des droits de l'homme, et la redevabilité et légitimité des autorités à long terme. Rétablir la paix à long terme exige une certaine forme de réparation des actes répréhensibles. La poursuite des auteurs de violence peut favoriser un sentiment que justice est rendue, mais pourrait aussi compromettre la stabilité et la volonté des antagonistes de se joindre au processus de paix. En fait, « justice » peut être promue à travers des voies diverses, y inclus : vérité, reconnaître responsabilité et demander le pardon, ou compensation (symbolique), et les formes citées ci-haut.

Les perspectives locales et internationales et les attentes sur ces questions peuvent différer fortement, tandis que des choix différents peuvent être nécessaires à différents niveaux. Personnes au niveau local pourraient considérer qu'il faut une approche différente face aux violations des droits de l'homme commises par des membres de la milice par rapport aux acteurs politiques nationaux qui peuvent avoir fomenté ces violences. De même, les communautés locales pourraient préférer tout d'abord le développement, avant même la paix ou la justice.

La boîte à images

L'image dans la boîte à images montre la réconciliation. On voit des participants diverses : des militaires/milices, autorités coutumières et étatiques, des femmes, des jeunes. L'image représente la phase finale d'un processus prolongé. Ce qui a été nécessaire pour y arriver?

Pour faciliter la discussion avec les membres de la communauté et les Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- Pour vous, que veut dire réconciliation ? Qu'est-ce qui est nécessaire pour y arriver?
- Pour vous que veut dire justice, en tant que valeur?
- Est-ce qu'il faut d'abord la justice avant que la paix? Ou bien est-ce qu'il faut de paix avant que la justice?
A quelles conditions la réconciliation peut-elle être assurée? rétablir les relations sociales? dire la vérité? punir les coupables? compenser les victimes? installer des monuments de mémoriser?

Les clips vidéos

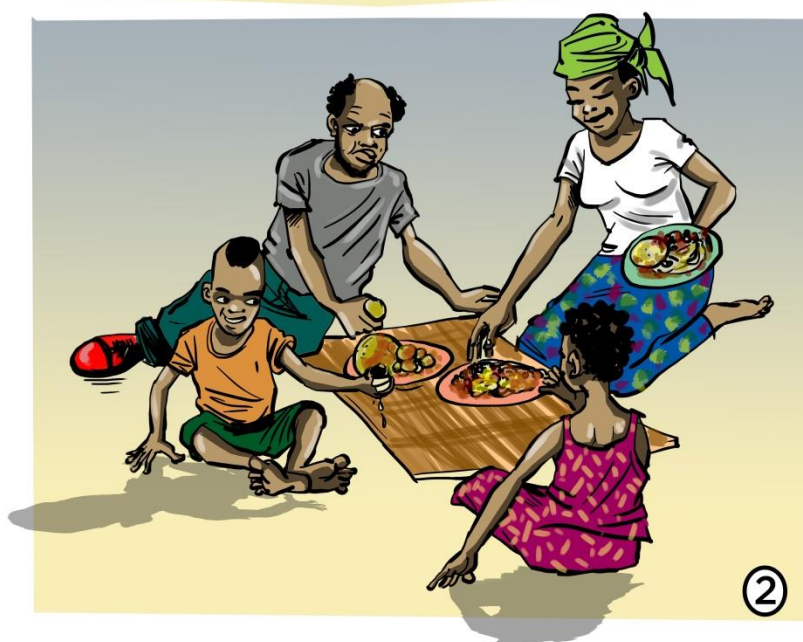
Cliquez ici pour voir la vidéo : <https://vimeo.com/190064248>

La vidéo se termine par la question :

Qu'est-ce qui vient avant l'autre entre la paix ou la justice?

Pour faciliter de discussion sur la stratégie pour établir ou renforcer des Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- Quel genre de paix ou justice les CLPs devraient-ils envisager ? Dans quelle mesure le pardon, la vérité, la compensation, ou la punition sont-ils considérés comme des composantes nécessaires du processus?
- Quelles sont les perspectives des communautés locales sur ces différents éléments de la paix et la justice? Comment faire pour s'assurer que les communautés maintiennent la confiance dans l'approche adoptée par les comités? En d'autres termes, qu'est-ce qui est nécessaire pour promouvoir un sentiment de justice faite? Quelles sont les différentes attentes et aspirations existent-il entre les différentes parties prenantes, y compris les victimes et auteurs à différents niveaux?
- Quelles sont les perspectives et les demandes spécifiques des femmes, des jeunes, tous les groupes vulnérables?
- Quelles sont les activités de paix et justice réalisables dans le contexte politique et sécuritaire donné?
- Si l'état peut promouvoir la justice, quelles sont les rôles supplémentaires des CLPs?



2 Arrêter la violence ou trouver réponse aux causes structurelles

Dans quelle mesure les Comités de Paix devraient concentrer leurs efforts sur la fin de la violence, en s'adressant à ses effets immédiats, souvent dénommé promouvoir une « paix négative »? Cela impliquerait des activités comme la médiation/réconciliation, conférences de paix, installation des conseils de résolution des conflits locaux, ou la formation des acteurs locaux dans des méthodes non-violentes pour résoudre les conflits.

Ou doivent-ils aussi ou au contraire s'efforcer de répondre à ce qu'on appelle les « causes profondes » du conflit et la violence structurelle, et viser à transformer la société, pour le rendre plus « juste » et donc établir une paix durable, souvent désignée comme travailler pour une « paix positive »? Cela supposerait qu'on travaille sur un large éventail d'activités, en favorisant notamment le développement et la provision des services équitables, promouvoir la gouvernance participative et non-discriminatoire, prévention de discrimination, renforcer la société civile, etc.

La boîte à images

L'image montre un partage de nourriture qui n'est pas équilibré entre les enfants. Dans cette situation, même s'il n'y a pas de violence, la situation reste à améliorer et l'animosité pourrait éclater de nouveau. Travailler pour une paix généralisée nécessiterait des changements structurels et culturels, par exemple pour arrêter la discrimination et arriver à l'égalité des genres.

Pour faciliter la discussion avec les membres de la communauté et les Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- Quelles sont les formes de violence au quotidien dans la communauté? (discrimination de certains groupes / genre/ jeunes)?
- Quel font les CLP pour arrêter la violence? Avec quels résultats?
- A quels types de violence les CLPs n'apportent pas de réponse? Pourquoi?

Les clips vidéos

Cliquez ici pour voir la vidéo : <https://vimeo.com/190068469>

La vidéo se termine par la question:

Que faire pour arrêter la violence? Que faire pour éradiquer les racines du conflit?

Pour faciliter de discussion sur la stratégie pour établir ou renforcer des Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- Quelles sont les priorités immédiates pour la consolidation de la paix?
- Quel type de violence faut-il traiter? La violence directe et personnelle ou la violence structurelle (avec des causes structurelles)? Pourquoi?
- Comment les stratégies de consolidation de la paix des CLPs peuvent traiter les effets immédiats et les causes structurelles (profondes) du conflit en même temps?
- A quelles conditions et quand peut-on commencer à promouvoir la paix positive?



3 « Paix à la base » vis-à-vis de « Paix Généralisée »

Les Comités de Paix, devraient-ils se concentrer sur le travail au niveau local, et par exemple essayer de résoudre des conflits spécifiques familiaux ou intra-communautaires? Ou faut-il (également) viser d'aborder les grands antagonismes dans la société, tels que les divisions ethniques et politiques, et changer l'ordre social ou politico-économique?

Un focus aux conflits et violence à la base peut rendre le travail des CLPs plus visible et plus efficace, mais risque d'avoir un impact limité sur la société en général, comme cela n'arrive pas à affecter la Paix Généralisée.

Un focus aux grands antagonismes et divisions est souvent nécessaire pour bâtir une société plus pacifique, mais souvent ces efforts nécessitent des interventions et des compétences plus complexes, et ne peuvent avoir un avantage direct pour les parties prenantes locales ou pour les individus touchés par des conflits violents actuels. Néanmoins, souvent il y a aussi des dynamiques qu'on peut traiter au niveau local, comme la discrimination, la mauvaise gouvernance, etc. De toute façon, cela demande une vision claire sur ces grands antagonismes et ce qui est nécessaire pour les transformer (ou bien une « Théorie de Changement » bien élaboré).

La boîte à images

L'image montre des membres d'une communauté qui se battent pour la terre (sur la droite); en même temps un grand patron les observe (à gauche). Pour arriver à la paix, est-ce qu'il faut réconcilier ces gens, ou est-ce qu'il faut résoudre les questions d'inégalité et l'accaparement des terres par certains, ou l'accès irrégulier à la terre ; ou assurer la sécurité d'usufruit? En général : est-ce qu'il faut réconcilier les conflits interindividuels, ou plus-tôt travailler sur les grands processus comme l'inégalité, la manipulation politiques, et la discrimination?

Pour faciliter la discussion avec les membres de la communauté et les Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- Comment les conflits locaux/quotidiens/entre des individus sont-ils liés aux grands conflits? Et vice-versa?
- Quels types de conflits peuvent être résolus au niveau local? Quelles sont les défis / quels sont les genres de conflits sur lesquels le CLP peut ou ne peut pas intervenir?
- De quelles manières le CLP pourrait aussi travailler sur les grands conflits?
- Quels types de conflit demandent de l'intervention d'un niveau supérieure? Quel appui est nécessaire pour s'adresser aux acteurs dehors de la communauté?

Les clips vidéos

Cliquez ici pour voir la vidéo : <https://vimeo.com/190069643>

La vidéo se termine par la question:

Quels sont les liens entre les conflits locaux et les grands conflits et comment les résoudre?

Pour faciliter de discussion sur la stratégie pour établir ou renforcer des Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- En tant que CLP, quelle est notre Théorie de Changement: à quel problème fondamental voulons-nous trouver réponse? Et quelle est donc la meilleure approche?
- Que signifie pour notre approche : paix à la base ou paix généralisée?
- Existents-ils des moyens et espaces pour aborder des questions plus structurelles et fondamentales? et pour s'adresser à des leaders importants?
- Comment pouvons-nous stratégiquement lier nos activités aux autres intervenants qui sont capables de faire ce que nous ne pouvons pas faire?



4 Aborder la paix directement ou par le développement?

Même si l'objectif des Comités de Paix est de contribuer à la paix, les stratégies peuvent mettre l'accent sur la paix d'une manière différente.

Les Comités de Paix et leurs partenaires pourraient avoir l'ambition de travailler directement « sur » le conflit, c'est-à-dire: concevoir des interventions qui abordent directement les violences et causes profondes du conflit et cherchent à adresser les intérêts contrastés des parties prenantes, par exemple par le biais de la médiation ou de la promotion de la non-violence.

Les Comités de Paix pourraient également vouloir travailler « dans » le conflit, ce qui veut dire travailler plus indirectement dans un contexte de le conflit, par exemple par l'intégration du volet paix dans d'autres activités, notamment en travaillant d'une manière sensible aux conflits, employer l'approche Ne-Pas-Nuire (par exemple visant à empêcher que les interventions renforcent les divisions, qui mettraient en danger les participants, ou cimentent la violence structurelle), ou « renforcement des Capacités Locales pour la Paix » (par exemple, s'assurer que les interventions de développement connectent les gens, ou renforcement les institutions qui maintiennent la paix au niveau communautaire).

La boîte à images

L'image montre la construction d'une maison. Souvent, ce n'est pas une activité de médiation ou de réconciliation, qui résout directement les causes de conflit et de méprise. Néanmoins, une activité qui vise le développement peut avoir de l'impact positif sur la paix, par exemple si on essaie d'y inclure tous les membres de la communauté. Cette activité en commune pourrait aussi réunir les membres d'une communauté divisé par conflit, contribuer à la guérison des traumatismes, ou générer des emplois pour des ex-milices.

Pour faciliter la discussion avec les membres de la communauté et les Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- Quel est le lien entre paix et développement?
- Quelle est la priorité pour le CLP?

Les clips vidéos

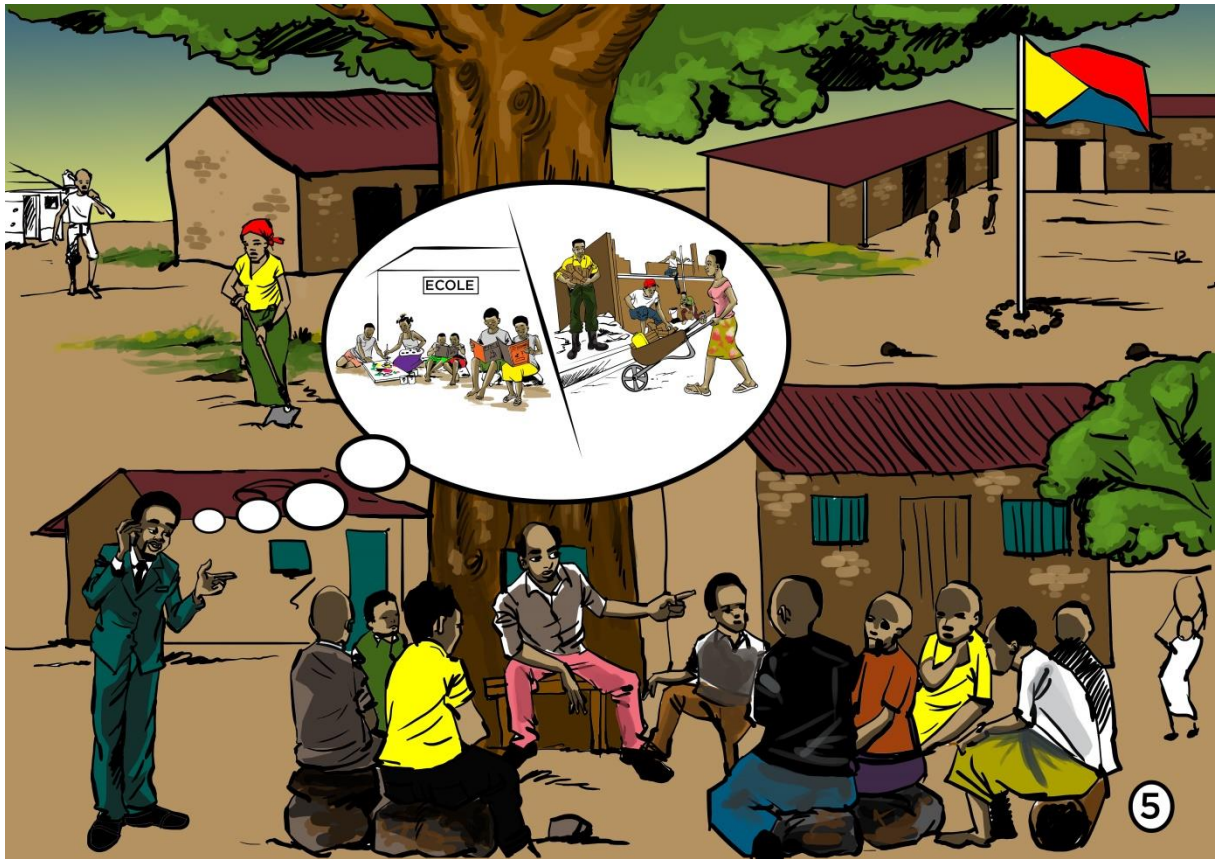
Cliquez ici pour voir la vidéo : <https://vimeo.com/190265854>

La vidéo se termine par la question :

Quelle est la priorité entre paix et développement ?

Pour faciliter de discussion sur la stratégie pour établir ou renforcer des Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- Comment les CLPs comprennent le contexte du conflit ; est-ce qu'il y a besoin de travailler directement « sur » les conflits, ou faut-il d'autres interventions, qui d'une manière consciente aussi touchent le conflit?
- En travaillant « sur » le conflit, les CLPs devraient-ils se concentrer sur la consolidation de la paix en soi, ou sur d'autres activités qui ont comme impact additionnel de contribuer à la paix?
- En travaillant « dans » le conflit, les CLPs devraient-ils se focaliser sur une approche de Ne-Pas-Nuire, ou plutôt sur le renforcement des capacités locales pour la paix?
- Le contexte, est-il prêt pour le genre des interventions envisagées? Quel espace politique s'apprête-t-elle aux activités qui abordent directement les conflits ou aux activités de développement?
- Un changement de travailler 'sur' vers 'dans' le conflit, ou vice-versa, qu'est-ce que ça implique pour les CLPs en termes de leur organisation interne et leur capacités?



5 Quel degré de collaboration verticale?

La consolidation de la paix peut se concentrer sur des niveaux d'intervention différents— hauts dirigeants politiques ou militaires, le niveau intermédiaire de la société civile ou le leadership à la base. Qu'est-ce que cela devrait impliquer pour renforcer les CLP, qui travaillent au niveau local?

Les interventions d'appui aux Comités de Paix qui se concentrent sur les activités au niveau local peuvent avoir des résultats concrets et rapides. Il reste toujours pertinent de promouvoir des liens entre les différents acteurs au niveau local, y compris les autres structures locales de paix afin d'éviter une duplication et compétition.

Les interventions peuvent aussi se focaliser sur le caractère et la qualité de l'intégration verticale : la promotion de liens entre des acteurs et interventions au niveau local, provincial, national et international. Ceci permettra par exemple de faire le plaidoyer au niveau provincial et national qui renforce les initiatives locales de résolution et prévention des conflits. Néanmoins cette stratégie pourrait connaître des risques politiques et exige une vision à long terme et des expertises différentes.

La boîte à images

L'image montre un processus de paix au niveau local. Un des membres est en contact par téléphone avec un dirigeant politique au niveau régional ou national. Souvent il y a la nécessité de lier les processus de paix à des niveaux différents.

Pour faciliter la discussion avec les membres de la communauté et les Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme :

- Quels liens avec des acteurs au niveau régional/nationale sont-ils importants pour consolider la paix au niveau local?
- Quel apport est nécessaire pour atteindre les acteurs ou dirigeants aux niveaux plus hauts?
- Qui sont les dirigeants/ instances importants qu'il faut impliquer ou s'adresser pour atteindre la paix?
- Si nous ne sommes pas capables de créer des liens avec ces dirigeants nous-mêmes, qui d'autre peut le faire?

Les clips vidéos

Cliquez ici pour voir la vidéo : <https://vimeo.com/190266014>

La vidéo se termine par la question :

Quelle est l'interaction entre les élites et la communauté locale dans la reproduction de violence et transformation de conflits, et comment gérer les deux niveaux?

Pour faciliter de discussion sur la stratégie pour établir ou renforcer des Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- Quels liens entre les acteurs au niveau local sont importants pour les CLPs qui visent à consolider la paix au niveau local?
- Est-ce qu'il y aura un rôle spécifique pour les ONG par rapport aux interventions à des différents niveaux? Lequel?
- Quelle stratégie est nécessaire pour atteindre quel niveau des acteurs ou dirigeants?
- Quels liens entre les niveaux local, national et international sont importants pour les CLPs pour consolider la paix et contribuer à la paix nationale?
- Qui sont les dirigeants importants qu'il faut impliquer ou inclure à chaque niveau pour atteindre la paix?
- A quelles conditions le lien entre ces dirigeants est-il possible? Qui devra le faire? Pourquoi?



6 Qui inclure?

Les Comités de Paix, dans quelle mesure doivent-ils inclure ceux qui sont connus pour leur capacités de réconcilier des gens et qui sont acceptés par tout le monde (les « connecteurs » ou « colombes »)? Ou bien aussi ceux qui sont responsables des conflits eux-mêmes (les « diviseurs » ou « faucons »)?

L'avantage d'une composition mixte y compris les diviseurs pourrait contribuer à l'efficacité et au poids du Comité de Paix. Mais un Comité de Paix organisé de telle façon risque de ne pas être légitime à plus long terme.

Des CLPs composés de connecteurs seulement résultant en moins de tensions internes. En même temps une telle structure pourrait avoir moins d'accès aux parties en conflits, notamment les diviseurs. Cela pourrait aussi réduire leur compréhension profonde de certaines parties en conflit.

La boîte à images

L'image montre une réunion d'un certain groupe (parti politique ?), et un des individus est exclu. Ça pose la question si un Comité de Paix doit être inclusif. On voit aussi quelques membres participent mais présentent une attitude hésitante. Est-ce qu'ils sont des acteurs ou responsables de la violence?

Pour faciliter la discussion avec les membres de la communauté et les Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme :

- Qu'est-ce que la CLP représente?
- Quelle catégorie des personnes peut-elle être dans le comité ? Quelles sont les critères d'éligibilité?
- Expériences positives et négatives avec l'inclusion des connecteurs et diviseurs?
- Est-ce que la CLP est mandaté par la communauté ? Comment est-elle reconnue?

Les clips vidéos

Cliquez ici pour voir la vidéo : <https://vimeo.com/190266106>

La vidéo se termine par la question :

A quel moment ou dans quelles circonstances inclure les diviseurs dans les Comités de Paix?

Pour faciliter la discussion sur la stratégie d'établir ou renforcer les Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- Est-il essentiel d'avoir une représentation des 'colombes' (connecteurs) et des 'faucons' (diviseurs) dans les CLPs pour adresser les conflits et pour contribuer à la paix?
- Comment mieux contrôler les colombes de et les faucons dans les CLPs en adressant le conflit et en établissant la paix?
- Est-il essentiel d'avoir une représentation de tous les groupes (ethniques, religieuses, politiques, genre, âge, gouvernement) dans les CLPs ou bien une telle exclusivité risque-t-elle de paralyser le travail des CLPs (beaucoup de membres et de tensions potentielles internes..)?



7 Quelles sont les sources d'inspiration : endogènes ou exogènes?

Dans quelle mesure les interventions de soutien aux Comités de Paix devraient-elles démarrer à partir de ce qui existe localement, ou bien, pourraient-elles aussi être inspirées par des expériences d'ailleurs?

Les expériences et arrangements autonomes peuvent être plus enracinés dans le contexte. Il est plus efficient ou efficace de travailler à partir des structures et pratiques existantes. Cependant, parfois les arrangements locaux sont érodés, corrompus ou même considérés comme impliqués dans le conflit.

Les meilleures pratiques d'ailleurs peuvent être utiles vu que les arrangements locaux ont connu des échecs ou ont perdu leur crédibilité locale. Mais ces expériences peuvent ne pas être adaptées au contexte local.

La boîte à images

L'image montre un Comité de Paix en réunion. Un des membres se demande s'il y aurait des autres manières à s'organiser et cherche d'inspiration d'ailleurs ou des autres pays.

Pour faciliter la discussion avec les membres de la communauté et les Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme :

- Quelles sont les meilleures pratiques importées par les CLPs?
- Comment acquérir des expériences d'externe?
- Pour quel type de conflit les CLPs ont-ils besoin d'une expérience externe?

Les clips vidéos

Cliquez ici pour voir la vidéo : <https://vimeo.com/190266240>

La vidéo se termine par la question :

Dans quels cas les Comités de Paix ont besoin des expériences d'ailleurs?

Pour faciliter de discussion sur la stratégie pour établir ou renforcer des Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- Dans quelles situations, ou basé sur quels critères, les CLPs devraient-ils incorporer des meilleures pratiques d'ailleurs?
- Comment les meilleures pratiques d'ailleurs pourraient-elles être adaptées dans les CLPs pour renforcer leur légitimité locale et pour contribuer à la paix?
- Avez-vous des exemples de meilleures pratiques d'ailleurs qui ont fonctionné ou pas dans votre contexte?



8 Quelle est la place de la coutume ou les institutions traditionnelles?

Les Comités de Paix devraient-ils promouvoir la coutume, et les procédures, pratiques et normes locales, traditionnelles et coutumières pour adresser les conflits, ou plutôt promouvoir les normes et la législation nationale ou internationale ? Ceci a des implications sur la manière de l'atténuation des conflits, la sélection des compromis de médiation, et le caractère de justice rendue, surtout la question de qui profite et qui perd du résultat.

Une question importante liée aux institutions et arrangements coutumières est leur légitimité et caractère inclusif et leur sensibilité aux principes internationaux des droits humains. Les efforts de renforcer des normes et des procédures coutumières peuvent efficacement favoriser à un groupe social sur l'autre, aux hommes sur les femmes. En favorisant la législation nationale ou les droits humains internationaux la question se pose si les normes et les procédures ont de la légitimité locale et sont accessible à tout le monde.

La boîte à images

L'image montre deux instances qui peuvent être impliquées au niveau local pour la résolution des conflits et pour surveiller l'ordre social. Ces instances ont leurs propres règles et normes, et suivent des procédures et tactiques différentes. Parfois la coutume et les institutions d'Etat travaillent ensemble. Parfois les autorités traditionnelles appliquent la législation nationale.

Pour faciliter la discussion avec les membres de la communauté et les Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme :

- Quelles sont les limites de la coutume ? quelles sont les limites du système juridique?
- Quels types des conflits les CLPs arrivent-ils à résoudre en se référant aux coutumes, à l'expérience?
- Comment collaborent les 2 structures localement?
- Laquelle de ces structures amène à la réconciliation d'une manière satisfaisant?
- Quel type de conflits orienter vers la coutume / le tribunal et pourquoi?
- Quels éléments de ces 2 structures sont appréciés par la communauté et pourquoi?

Les clips vidéos

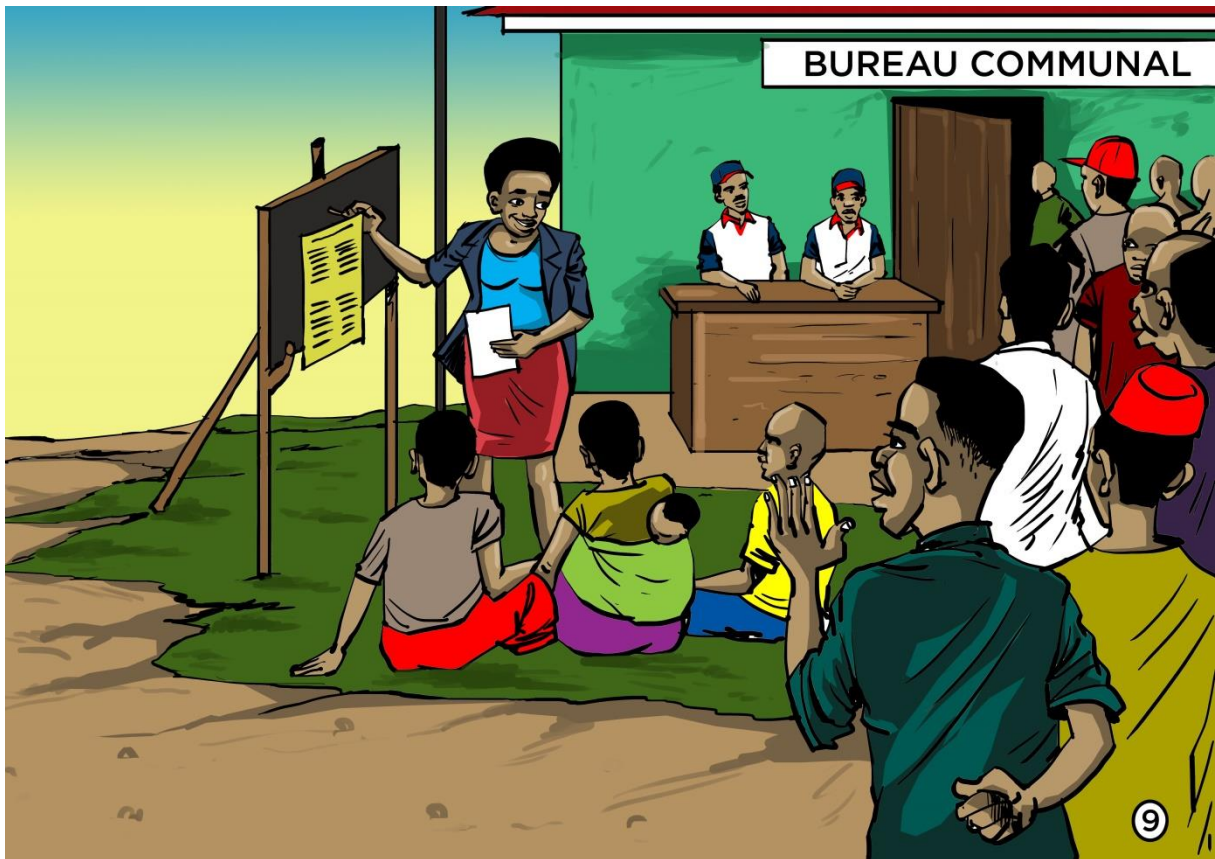
Cliquez ici pour voir la vidéo : <https://vimeo.com/190266372>

La vidéo se termine par la question :

Quelle est la place de la coutume dans la résolution des conflits?

Pour faciliter de discussion sur la stratégie pour établir ou renforcer des Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- Pourquoi les CLPs devraient-ils favoriser les institutions et arrangements locaux avant que la législation nationale ou les droits humains internationaux et vice-versa?
- Comment les CLPs peuvent-ils assurer que les institutions et arrangements soient justes, ne marginalisent pas les groupes ou ne contribuent pas à la discrimination contre les femmes, la jeunesse ou les groupes défavorisés /désavantagés.
- Quelles solutions pour certains conflits particuliers sont considéré justes, et dans quelle mesure les institutions coutumières et étatiques sont susceptibles de promouvoir ces mêmes notions?
- Quelles normes, valeurs et conventions sont considérées importantes et légitimes par la population locale, et comment est-ce que celles-ci pourraient être vulgarisées au sein des institutions coutumières?
- Est-ce que ce sont surtout les normes et règles/normes coutumières, ou plutôt les valeurs ou le caractère/procédure coutumière qu'on voudrait promouvoir?
- Harmoniser la coutume et les institutions étatiques, qu'est-ce que ça veut dire concrètement? Comment les CLPs peuvent contribuer à ça?



9 Quelle relation avec les institutions étatiques?

Est-ce qu'on devrait travailler avec des catégories diverses de la société civile et des autorités non étatiques, comme fournisseurs alternatifs de la justice et la gouvernance ? Ou bien est l'ambition de éventuellement renforcer l'état ou même d'intégrer le CLP dans l'état (système judiciaire formel, administration)?

L'indépendance de CLPs contribuera à leur légitimité et neutralité locales. Cependant, contourner l'Etat néanmoins peut être au détriment du rétablissement de l'État. La mise en place des arrangements locaux de justice et de sécurité peut libérer l'Etat de ses responsabilités d'assurer d'accès à la justice à tous les citoyens. L'indépendance de CLPs peut non seulement compromettre leur légitimité aux yeux de l'Etat mais également leur durabilité.

L'intégration de CLPs dans les institutions étatiques pourrait renforcer l'Etat, mais les Comités de Paix pourraient perdre leur légitimité locale et la neutralité.

La boîte à images

L'image montre un CLP qui se trouve à côté de bureau communal. Peut-être qu'on travaille ensemble, ou bien que le Comité est déjà intégré dans le bureau ; mais peut-être le Comité essaie de rester indépendant

Pour faciliter la discussion avec les membres de la communauté et les Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- Est-ce qu'on aimerait une situation où on travaille avec l'Etat? Est-ce que le CLP doit finalement se trouver dans le bureau communal ou rester dans la communauté?
- Est-il possible de collaborer avec les institutions étatiques?
- De quel appui de la part de l'administration communale avez-vous besoin?
- Si vous n'arrivez pas à résoudre les conflits, comment se comporter? orienter les parties vers l'état?

Les clips vidéos

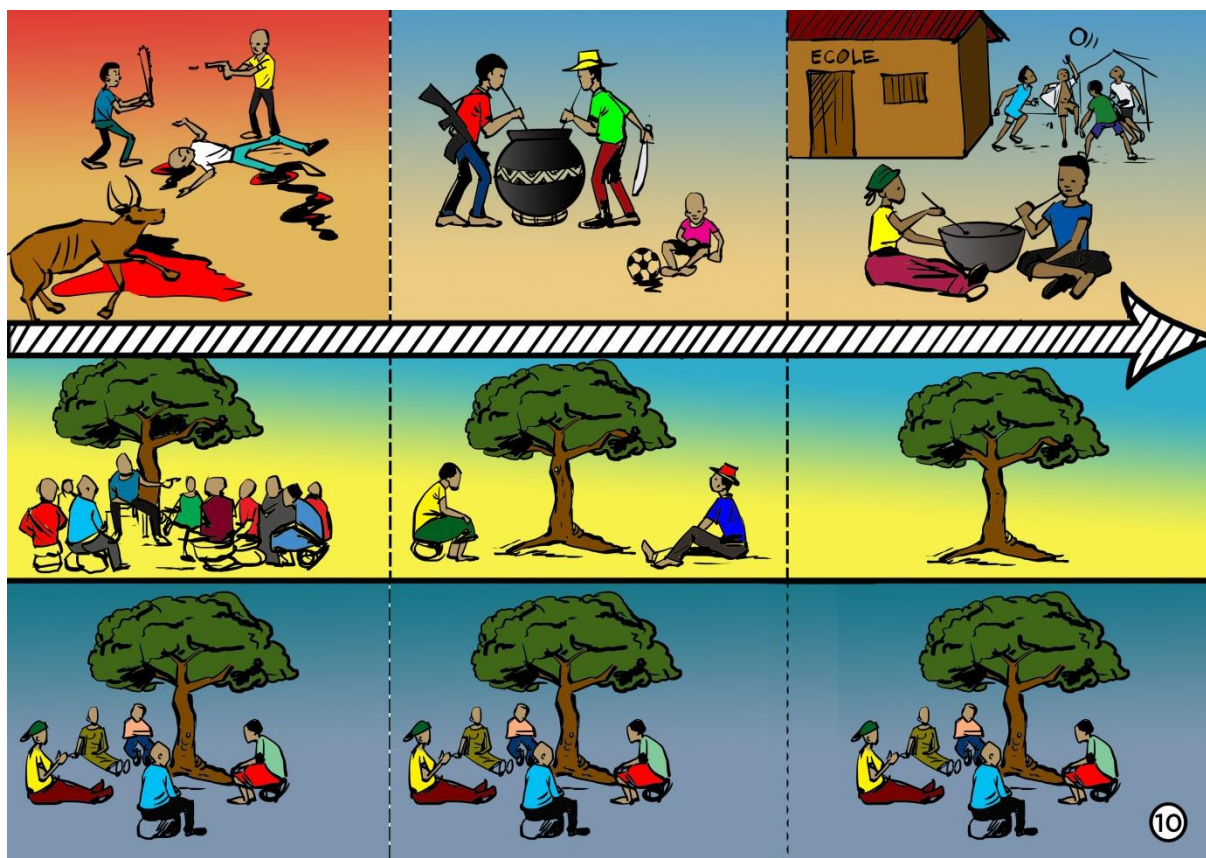
Cliquez ici pour voir la vidéo : <https://vimeo.com/190266562>

La vidéo termine par la question :

Quelles sont les modalités de collaboration entre les Comites de Paix et les structures étatiques? Et quels sont les défis et avantages?

Pour faciliter de discussion sur la stratégie pour établir ou renforcer des Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- À quel degré les CLPs devraient-ils être indépendants de l'administration de l'Etat et des systèmes juridiques? Quels sont les avantages et les désavantages pour les deux options (être indépendant/non indépendant)?
- Comment prévenir la duplication/chevauchement des structures quand le CLP reste indépendant?
- Quelles conditions doivent-elles être réalisées pour que les CLPs soient-ils intégrés dans l'Etat et les systèmes juridiques?
- Pour faciliter le dialogue efficace entre l'Etat et la société est-ce qu'il faut l'intégration ou d'indépendance?



10 Une structure permanente ou transitoire?

Les Comités de Paix peuvent être des structures permanentes ou bien transitoires et donc temporaires, qui mettent fin à leur existence ou bien qui s'intègrent dans les structures étatiques quand ces structures sont établies et les CLP n'ont plus un rôle à jouer.

Si les Comités de Paix sont appelés à être des structures permanentes ils devraient être capables d'adapter leur rôle au fil du temps. Ceci a des implications pour leur organisation interne, comme des procédures pour le renouvellement des membres, et la redevabilité vers la communauté. En plus la permanence des CLP pourrait contribuer à une ambiguïté légale et une prolifération des institutions. Cela est susceptible à un manque de clarté sur qui est en charge dans la résolution des conflits et quelles règles s'appliquent.

La perception des Comités de Paix comme des structures temporaires assume que les institutions étatiques (re)prennent leur responsabilités dans la sécurité et la provision des services juridiques équitables et accessibles à tout le monde.

La boîte à images

L'image montre le passage du temps et le changement de contexte d'une situation de violence, vers la stabilisation et la paix. On voit aussi le développement des Comités de Paix : l'un continue à fonctionner, l'autre arrête ces activités avec l'évolution positive dans le temps.

Pour faciliter la discussion avec les membres de la communauté et les Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- Comment assurer la durabilité si l'organisation d'appui n'est plus là?
- Si le contexte change, comment le rôle de CLP change?
- Dans les phases différentes, quelle relation avec les autorités étatiques et coutumières est préférable?
- Est-ce que la permanence nécessite intégration du CLP dans les institutions de l'état?

Les clips vidéos

Cliquez ici pour voir la vidéo : <https://vimeo.com/190267180>

La vidéo se termine par la question:

Quelle est le rôle des Comités de Paix en temps de conflit et en temps de paix?

Pour faciliter de discussion sur la stratégie pour établir ou renforcer des Comités Locaux de Paix on pourrait poser des questions comme:

- Si des CLPs permanents sont considérés nécessaire, comment leur durabilité et capacité de s'adapter au contexte peuvent être assurées ? Si permanents, comment les rôles des CLPs devraient changer?
- Dans quelle mesure, et sur base de quels critères, les CLPs pourraient être lié à l'Etat?
- Comment les responsabilités et les rôles dans le rétablissement de la paix des CLPs peuvent-ils être assurés par d'autres institutions?
- Comment prévenir le chevauchement des institutions au niveau local?